

# Honduras : une pantomime anti-corruption

*Alexander Main*

*The New York Times*

*15 Février 2016*



Manifestants appelant à la démission du Président Juan Orlando Hernández dans les rues de Tegucigalpa, l'année dernière – photo Orlando Sierra / AFP

WASHINGTON --- Au printemps et à l'été derniers, d'énormes protestations provoquées par des scandales de corruption ont submergé deux nations centro-américaines. Au Guatemala, une enquête menée par une Commission Internationale Contre l'Impunité parrainée par les Nations-Unies mit à nu un réseau tentaculaire de corruption des douanes et révéla que son leader n'était autre que le président du pays, Otto Pérez Molina. Les manifestations à Guatemala City s'amplifièrent et, en Septembre, Mr. Pérez Molina donna sa démission et fut envoyé en prison en attendant son procès.

Au Honduras, les protestations explosèrent quand un journaliste local révéla que des millions de dollars de fonds publics du système national de santé avait été détournés vers le Parti National au pouvoir et pour la campagne du Président Juan Orlando Hernández. Une poignée d'administrateurs et d'hommes d'affaires ont été accusés d'autres cas de corruption dans le système de santé, mais aucune charge n'a été retenue contre Mr. Hernández ou d'autres hauts dirigeants du parti pour le détournement des fonds vers le parti. Des milliers de manifestants porteurs de torches ont demandé la démission de Mr. Hernández et une commission de l'ONU comme au Guatemala.

En réponse, Mr. Hernández convoqua un « dialogue national » étroitement contrôlé, auquel beaucoup de leaders de l'opposition ont refusé de participer, puis proposa un corps d'investigation patronné par le gouvernement, sans autonomie. Quand ceci échoua à apaiser les protestations, l'Organisation des Etats Américains entra en jeu pour aider à définir un plan alternatif. Le résultat fut la Mission d'Appui Contre la Corruption et l'Impunité au Honduras. (MACCIH).

La mission a été lancée en grande pompe le mois dernier au siège de l'OEA à Washington avec l'aval retentissant du Département d'Etat. Un porte-parole du département, John Kirby, déclara que la mission « répond aux demandes légitimes du peuple Hondurien d'une action vigoureuse et significative contre la corruption. »

Néanmoins, les opposants au Honduras, ont dénoncé le plan comme impuissant [édenté] et continue d'insister sur une mission indépendante, soutenue par les Nations-Unies – et 54 membres du Congrès [des USA NdT] ont demandé instamment au Secrétaire d'Etat John Kerry de soutenir leur demande. Une coalition de pratiquement tous les groupes de défense des droits de l'homme du pays ont déclaré que la nouvelle mission « avait une capacité limitée pour s'attaquer à la corruption et à l'impunité dans le pays. »

A la différence de la commission Guatémaltèque, qui a de solides antécédents dans la lutte contre le crime organisé et la corruption de haut-rang, celle du Honduras ne participera pas directement aux enquêtes et aux poursuites judiciaires. Au contraire, son équipe internationale de juges et de juristes fournira simplement un appui technique aux enquêteurs et procureurs locaux qui font partie du système judiciaire et sont susceptibles de subir des pressions politiques. La mission peut émettre des recommandations pour réformer le système judiciaire en miettes, mais le gouvernement est libre de les ignorer.

Le Honduras a besoin d'aide. Son extrême niveau de violence, parmi les plus élevés du monde, va de pair avec un épouvantable taux d'impunité. Les forces de sécurité du pays sont lourdement infiltrées par le crime organisé - « pourri jusqu'à la moelle », a dit un ancien officier de police au Miami Herald. Deux semaines plus tard, l'officier fut mortellement abattu. Un grand nombre de journalistes, de professionnels du droit, de militants pour le droit à la terre, de défenseurs des droits des homosexuels et de figures de l'opposition ont été assassinés, sans conséquence pour leurs assassins.

La possibilité que la mission puisse servir à quelque chose dépendra de la volonté politique. Il y a peu de raison d'être optimiste : Mr. Hernández et le Parti National ont tant de fois par le passé foulé la loi aux pieds.

En 2012, en tant que président du Congrès [du Honduras NdT], Mr. Hernández a démis plusieurs juges de la Cour Suprême de Justice et mis illégalement à leur place ses alliés. En 2014, son parti a dissous une commission indépendante de réforme de la police largement respectée sans prendre en compte ses recommandations. Et le Procureur Général du Honduras, Oscar Chinchilla, a jusqu'à présent omis d'interroger ou de poursuivre les leaders du Parti National pour le détournement des fonds du système de santé vers les comptes du parti.

Déplorablement, le gouvernement Américain est mal placé pour offrir de l'aide. En 2009, le Département d'Etat sous la Secrétaire Hillary Clinton a aidé un coup d'Etat militaire à réussir au Honduras en bloquant les tentatives de restaurer dans ses prérogatives le président de centre-gauche, Manuel Zelaya. Depuis lors, les efforts diplomatiques de Washington se focalisent sur la consolidation d'une série de gouvernements corrompus postérieurs au coup d'Etat. Plus de 100 membres du Congrès [des USA NdT] ont appelé l'administration Obama à condamner les violations des droits de l'homme par les forces de sécurité, et ont remis en cause l'aide au Honduras en matière de sécurité.

Néanmoins Washington continue de soutenir Mr. Hernández. Au plus fort des manifestations de l'année dernière, l'ambassadeur Américain au Honduras a proclamé que « les relations entre les Etats-Unis et le Honduras sont peut-être les meilleures de l'histoire ». Cette année, le gouvernement des Etats-Unis a de nouveau augmenté l'aide militaire et policière à l'Amérique centrale, le

Honduras recevant un pourcentage significatif de ces fonds, beaucoup d'entre eux à travers l'opaque Initiative pour la Sécurité Régionale en Amérique Centrale. (CARSI).

Etant donné les limites du mandat de la mission anti-corruption et les accusations contre les personnages de haut rang impliqués dans la mise en œuvre de ses recommandations, il semble improbable que cette mission puisse résoudre la crise du Honduras. Au contraire, elle semble destinée à donner un vernis de respectabilité à l'appui que maintient Washington au régime de Hernandez.

Pourtant, le débat au Congrès sur l'attribution des fonds pour 2016 fournit des moyens de pression sur le gouvernement Hondurien. La moitié de l'assistance au Honduras – qui se monte à des dizaines de millions de dollars – est conditionnée à la certification par le Département d'Etat que les autorités prennent effectivement des mesures pour combattre la corruption, coopèrent avec les commissions contre l'impunité, et enquêtent et poursuivent « les membres des forces de l'armée et de la police qui sont accusés de manière crédible d'avoir violé les droits de l'homme. »

Mais le Département d'Etat veut-il mettre en œuvre sérieusement le processus de certification ? C'est quelque chose sur lequel de nombreux membres du Congrès ont émis de sérieux doutes ces dernières années. La surveillance du Congrès est peut-être la seule garantie que le zèle approprié sera appliqué.

Sans aucun doute les manifestants continueront à défiler dans les rues de Tegucigalpa – comme ils l'ont fait le mois dernier – en réclamant une commission anti-corruption plus efficace appuyée par les Nations-Unies. Si la mission parrainée par l'OEA ne parvient pas à produire de résultats, Mr. Hernández pourrait recevoir une nouvelle dose de pouvoir du peuple comme celle qui a renversé le président du Guatemala.

**Alexander Main** est chercheur en politique internationale au Center for Economic and Policy Research [Centre de Recherches en Economie Politique] (Washington)

Source : An Anti-corruption Charade in Honduras

[http://www.nytimes.com/2016/02/16/opinion/an-anti-corruption-charade-in-honduras.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2016/02/16/opinion/an-anti-corruption-charade-in-honduras.html?_r=0)